Grèce : on va crier victoire mais tout le monde a perdu

(iTélé)

Vox Monde (http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/) | Par Charles Wyplosz (#figp-author)
Mis à jour le 10/07/2015 à 18h52

FIGAROVOX/ANALYSE - L'économiste Charles Wyplosz retrace les raisons initiales qui ont provoqué la crise grecque et nous livre son analyse des perspectives qui s'offrent au pays gouverné par Alexis Tsipras.

Charles Wyplosz est professeur d'économie internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, et directeur du Centre international d'études monétaires et bancaires.

Grèce: un tour d'horizon

Décidément, la crise grecque est un feuilleton aussi palpitant qu'énigmatique. On n'est pas encore sorti du tunnel, mais on vient de loin. Dans le tourbillon des propagandes des uns et des autres, les faits ont tendance à s'estomper derrière les argumentaires, tout comme les préjugés - pour ou contre les Grecs - deviennent des vérités. Un petit tour d'horizon, qui se veut objectif.

La Grèce n'a pas fait ce qu'on lui demandait, mais ce que l'on lui demandait était, en fait, impossible. Le péché originel a été de refuser une remise de dette au départ, car la dette était déjà excessive.

Comment en est-on arrivé là? Cela fait plus de cinq ans que la Grèce opère sous des programmes d'aide de la Troïka (Commission Européenne, BCE et FMI). En principe, elle aurait dû en être sortie aujourd'hui, tout comme les pays qui l'ont suivie, l'Irlande et le Portugal. Ces programmes ont manifestement échoué. À première vue, puisqu'elle a fait moins bien que les autres, la faute en incombe à la Grèce. Elle n'a pas respecté ses engagements, ni sur le rétablissement budgétaire, ni sur les réformes de structure, ni sur les privatisations. Mais elle partait d'une situation infiniment catastrophique (sa faute). Elle fait passer son déficit budgétaire de 15% à 4% du PIB, sans doute un record. Elle a fait une quantité impressionnante de réformes. Tout ceci a plombé sa croissance, provoquant une dépression pire que ce que l'on avait connu durant les années trente. Elle n'a pas fait ce qu'on lui demandait, mais ce que l'on lui demandait était, en fait, impossible. Le péché originel a été de refuser une remise de dette au départ, car la dette était déjà excessive. C'est cette dette qui a nécessité une politique d'austérité particulièrement violente. Quand on l'a autorisé à annuler une partie de sa dette en 2012, ce sont les banques grecques (et chypriotes) qui ont été lessivées, et il a fallu que l'État emprunte, et donc fasse encore grimper sa dette, pour les remettre à flot. Dès le départ, les programmes de la Troika étaient voués à l'échec.

Pourquoi les négociations ont-elles été si pénibles? Il ne fait aucun doute que le Premier ministre, élu en janvier dernier, a accumulé les erreurs. Au delà des provocations inutiles de son ministre des finances, il a dit non à la Troika et exigé une remise de dette, mais il n'avait pas les moyens d'une politique de confrontation: le déficit budgétaire doit être financé et les marchés financiers refusent de prêter à l'État. Aux yeux de ses concitoyens, il a sauvé l'honneur mais, ce faisant, il a cassé la baraque. Il aurait dû présenter un programme complet, comprenant une profonde remise de dette mais aussi un plan de réformes courageuses. En l'absence d'un tel programme, il n'a rien obtenu, il s'est vu dicter un plan de réformes qui n'est pas le sien et qu'il ne voulait donc pas accepter. À sa décharge, il faut reconnaître que les Européens ont adopté une attitude à la fois

rigide (tous les engagements des précédents gouvernements doivent être tenus) et irréaliste (pas de remise de dette et une poursuite de l'austérité mortifère). Ils ont empilé des dates limites et des réunions de la dernière chance, ce qui a créé une tension propice à tous les dérapages.

Le Grexit est-il évité? Finalement, Alexis Tsipras a présenté un programme. Une partie de ce petit miracle vient de l'aide de la France. Ce programme est étrange, puisqu'il ressemble à celui qu'il avait soumis au référendum, contre lequel il a fait campagne, et contre lequel il a un puissant mandat démocratique. On verra dans les heures qui viennent si les Européens l'acceptent. Mais la vraie question concerne les intentions de la BCE. En refusant pour des raisons obscures (pression sur l'électorat grec? peur de l'opinion publique de l'Europe du Nord? dissensions internes?) de continuer à fournir des liquidités aux banques grecques en pleine hémorragie de retraits des dépôts, il a contraint le gouvernement à les fermer. Il faut maintenant les faire repartir. Pour cela la BCE doit rouvrir le robinet. Mais c'est trop tard. Les banques grecques sont sans doute en faillite (on ne le sait pas, la BCE, désormais autorité de surveillance européenne, garde un silence total). Pour cela, l'État a besoin de beaucoup d'argent frais, qu'il n'a bien sûr pas. Sans une injection rapide d'euros, les banques ne pourront pas redémarrer et la seule solution sera d'injecter des drachmes, et donc de quitter la zone euro.

Rien n'est prévu pour recapitaliser les banques. La logique d'austérité continue.

Le nouveau plan va-t-il enfin réussir? C'est très improbable. On parle d'un nouveau prêt de quelque 50 milliards d'euros. D'après le FMI, qui a avancé ce chiffre la semaine dernière, la quasi-totalité de ce montant est destiné à honorer les dettes passées. Rien n'est prévu pour recapitaliser les banques. La logique d'austérité continue. Quand aux réformes promises, elles ne produiront leurs effets que très progressivement. En attendant? La mer bleue et les olives, sans doute. Curieusement, le plan grec ne parle pas de remise de dette, pourtant essentielle. S'agit-il d'une carotte soigneusement cachée, que l'on ressortira plus tard si les Grecs sont de bons garçons et de bonnes filles?

Tout ça pour ça? S'il y a accord, on évitera le Grexit, pour l'instant. Les politiques de tous bords pourront faire ce qu'ils adorent: déclarer victoire et essayer d'oublier le problème. Mais le problème demeure, il reviendra, et la Grèce sera encore plus affaiblie. Franchement, c'est à n'y rien comprendre.

Charles Wyplosz